

## Communiqué No. 50

Le Front de Résistance Populaire communique à la population hondurienne et à la communauté internationale:

1. Le peuple hondurien lutte face à la dictature, et consolide jour après jour son organisation face au régime totalitaire qui s'est installé par la force des armes pour préserver un système de privilèges qui vit de l'exploitation et du vol.
2. Le FNRP a pour priorité la défense des droits de travailleurs. Dans ce contexte, nous rejetons les décisions de l'oligarchie et du régime de facto qui menacent la stabilité du travail de milliers de fonctionnaires et prévoient de prendre par la force la direction de l'Association Nationale des Fonctionnaires du Honduras (ANDEPH).
3. Nous soutenons la lutte des enseignants qui défendent les conquêtes populaires. La dictature de Pepe Lobo a déjà suspendu la gratuité de l'inscription scolaire, les bourses scolaires et le goûter, bafoue le statut des enseignants, intervient illégalement au sein des directions départementales de l'éducation, refuse de transférer les fonds des associations de professeurs, ne paye toujours pas de très nombreux enseignants et poursuit les recteurs d'académie.

De plus le régime de facto a l'intention de privatiser l'Institut National de Pension des Maîtres (INPREMA), mettant en œuvre un sabotage financier se refusant à lui transférer les fonds qui lui appartiennent légalement.

4. Nous dénonçons le pillage continu des ressources de l'état depuis le coup d'état: concessions douteuses, contrats léonins et vol flagrant des fonds publics. Ces faits sont à imputer à la dictature de Roberto Micheletti, et continuent sous le régime de facto de Pepe Lobo pour le bénéfice des privilégiés qui usurent le pouvoir.
5. Nous condamnons l'assassinat de Claudia Brizuela, membre active du Front de Résistance Populaire de San Pedro Sula. Nous en rendons responsables les corps de sécurité de l'état. Nous portons le deuil pour cet assassinat ; il se transforme en une raison de plus pour rétablir la justice et dérouter la dictature terroriste installée par l'oligarchie et l'impérialisme.
6. Nous dénonçons la campagne de dénigrement et la persécution politique contre Manuel Zelaya Rosales et nous exigeons que soit autorisé son retour en sûreté au Honduras.
7. Nous rappelons que nous ne nous reposerons pas tant que nous n'aurons pas obtenu la refondation de l'état à travers la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante.

**Nous résistons et nous vaincrons !**

Tegucigalpa le 25 février 2010